

ANNA DESSERTINE, CHERCHEURE EN ANTHROPOLOGIE, REJOINT L'UMI SOURCE COMME CHARGÉE DE RECHERCHE (IRD)

Anna Dessertine est chercheure en anthropologie. Elle rejoint l'UMI SOURCE le 1er septembre 2024 en tant que chargée de recherche à l'IRD.

En 2016, elle a soutenu son doctorat en anthropologie à l'Université Paris Nanterre sur **le rôle des mobilités locales dans la constitution des espaces domestiques et villageois dans la région de la Haute-Guinée (Guinée)**. Cette thèse a été publiée sous le titre *A quoi tient le village. Mobilités et espaces en pays malinké (Guinée)* à la maison d'édition Société d'ethnologie (2021). Elle s'est ensuite spécialisée sur le**s mobilités d' orpaillage dans cette région** dans le cadre d'un post-doctorat à la **Chaire d'Etudes Africaines Comparées de Rabat (EGE) au Maroc**, réalisé pendant l'année 2017.

Depuis son recrutement à l'IRD en 2018, ses travaux portent sur **les territoires miniers**

et plus particulièrement sur l'organisation socio-spatiale des activités minières artisanale et de petite échelle en Guinée, en Côte d'Ivoire et au Maroc. Elle adopte **une approche socio-anthropologique** et s'appuie sur d**es méthodes ethnographiques et qualitatives** qui, de plus en plus, s'enrichissent d'un dialogue multi et interdisciplinaire avec des collègues des sciences de l'environnement. Son objectif est d'interroger **les processus de transformation de l'espace et des modalités d' encadrement de ces activités** plus ou moins tolérées selon les contextes, mais le plus souvent formellement illégales.

Elle a d'abord continué à s'intéresser aux activités d'orpaillage en Guinée en s'appuyant sur une expérience de longue-durée depuis 2011, puis en Côte d'Ivoire grâce à son intégration en tant que membre du LMI MINERWA (« Laboratoire pour une Activité Minière Responsable en Afrique de l'Ouest ») depuis 2019, et en tant que membre du projet POLICIV (CNRS-Ami) en 2023. Ses travaux portent principalement sur les dynamiques territoriales liées aux évolutions du travail de l'or (mécanisation) et sur les reconfigurations sociales qui ont lieu dans la gouvernance des activités et des (in) sécurités associées à la présence des forces de l'ordre.

Parallèlement, **elle développe des recherches au Maroc sur les territoires post-miniers industriels où continuent des exploitations informelles de charbon, de plomb et de pierres semi-précieuses**. Affectée à l'Institut National d'Aménagement et d' Urbanisme (INAU) de Rabat depuis 2020 dans le cadre du LMI interdisciplinaire AMIR (« Activité Minière Responsable au Maroc ») et membre du projet marocain REDMIN (INAU, CNRST-Fondation OCP), son entrée privilégiée est celle de l**a gestion socio-territoriale des rejets miniers**. Elle interroge d'une part le caractère multivalent de ces rejets – à la fois déchets polluants et ressources potentielles – et, d'autre part, leur empreinte socio-environnementale grâce aux collaborations développées au sein de ces différents collectifs.

Son objectif est plus largement de participer à **la construction d'une démarche interdisciplinaire permettant d'interroger la notion d'habitabilité dans des territoires miniers précarisés**, enrichissant deux des principaux thèmes développés à SOURCE sur les « Conflits : gouvernance, institutions et inégalités » et sur les « Territoires : socio-écosystèmes et patrimoine ».